



*Institut d'Accompagnement des Carrières
Diplomatiques et Internationales*

Poussi SAWADOGO



COVID-19 et défis communicationnels au Burkina Faso

Petit guide à l'usage des animateurs
de cellules de crise

Mars 2020

Table des matières

Remerciements.....	3
Avant-propos	4
Introduction.....	5
II. Les principes de la gestion de crise	9
III. La communication de crise pour une meilleure gestion du COVID-19 au Burkina Faso	16
Conclusion	24

Remerciements

La première mouture de ce document a bénéficié d'une attention de professionnels avertis de la communication et de la diplomatie. J'exprime ma profonde reconnaissance à :

- Dr Anicet QUENUM, Communicateur, enseignant à l'ULB,
- Monsieur Marcel ZONGO, Directeur Général de l'agence de communication Citécom.

Avant-propos

L'IACDI en tant que force de proposition offre à la communauté nationale et internationale un guide pour accompagner les animateurs des cellules de crise pour gérer ces moments difficiles pour le Burkina Faso, pour l'Afrique et pour le monde.

Ce guide est un regard critique de la pratique communicationnelle du gouvernement burkinabè assorti d'axes concrets pour une meilleure communication de crise. Utile pour faire face au COVID-19, le présent guide se veut aussi un outil pédagogique pour la formation des acteurs du développement.

Introduction

La planète entière est secouée par une crise sanitaire intense et rapide jamais vécue dans l'histoire. Depuis décembre 2019, après la détection du coronavirus (COVID-19) dans la ville de Wuhan en Chine, la maladie est devenue une pandémie déclarée par l'OMS le 11 mars 2020. A cette date, avec plus de 110 000 personnes ont été contaminées dans 110 pays sur quatre continents. Seule l'Antarctique est épargné par le COVID-19. A la date du 18 mars 2020, le coronavirus a contaminé plus de 200 000 personnes dans 155 pays et fait plus de 7500 morts.

Coach Patrice Zongo, jeune burkinabè, sur sa page Facebook, résume très bien la situation : « Depuis la fin de l'année 2019 et ce premier trimestre 2020, c'est bien ça l'actualité. En dépit de l'ère numérique, des avancées technologiques spectaculaires, les stratégies économiques efficaces et efficientes; malgré les nombreux progrès en matière de conquête spatiale, c'est un petit virus qui met le monde entier en alerte maximum... Et peut-être bientôt à genou.

Angoisse, peur, crainte, émoi, frustrations, crashes boursiers, ralentissement économique. Bref la liste est longue. Voici là en substance comment l'homme (avec grand H) qui a conquis et dompté la planète et qui s'active à en faire de même pour d'autres planètes se sent devant ce virus : **Totalement VULNERABLE ET DESEMPARE.** »

Entre fortes déclarations et actes concrets de gestion de la crise sanitaire, les Etats du monde ont montré leur détermination. Des Chefs d'Etat prennent les mesures et invitent leurs concitoyens à les respecter. Les exemples sont légion et nous prenons simplement les cas sénégalais, ghanéen, français et américain. Les présidents Macky Sall, Akufu Addo, Emmanuel Macron et Donald Trump ont pris des mesures qui s'imposent à leurs citoyens¹. Au Sénégal, Macky Sall appelle à la mobilisation générale allant des services sanitaires aux forces armées en passant par les simples citoyens. Au Ghana, Akufu Addo a suspendu pour quatre semaines tout regroupement de personnes, notamment les conférences, les ateliers, les funérailles, les festivals, les rencontres politiques, les événements sportifs, les activités religieuses de toutes les confessions ; seules des rencontres d'au plus 25 personnes sont tolérées. Pour la France, les mesures prises doivent même s'imposer aux citoyens européens et le Président Macron compte ~~jouer~~ user de son leadership pour amener ses homologues européens à s'aligner sur les mesures françaises pour sauver l'Europe. Donald Trump a décrété l'Etat d'urgence sanitaire et interdit les vols entre les Etats-Unis et l'Europe. Les mesures américaines s'imposent même au monde entier. C'est le reflet de la puissance.

¹ Liens des déclarations : Macky Sall (<https://www.youtube.com/watch?v=XDBRZjSKCNY>), Akufu Addo (https://www.youtube.com/watch?v=Kkk_2ltXqgc), Emmanuel Macron (https://www.youtube.com/watch?v=U_qD7OliGjw ; <https://www.youtube.com/watch?v=MEV6BHQaTnw>) et Donald Trump (<https://www.youtube.com/watch?v=dtTVI5lahSk>)

I. Le Burkina Faso et le défi sanitaire du COVID-19

Le Burkina Faso a enregistré un double cas le 09 mars et à la date du 18 mars 2020 le pays compte 27 cas déclarés et un décès. On constate une augmentation rapide des cas Le Conseil des ministres, du 11 mars 2020, a décidé de suspendre jusqu'au 30 avril 2020, tout événement d'envergure sur l'étendue du territoire national. Le 14 mars 2020, le gouvernement après avoir examiné l'évolution de la pandémie du COVID-19 a décidé de la fermeture des écoles de tous les ordres et de tous les profils allant du 16 au 31 mars.

Une campagne de sensibilisation à l'endroit de la population est conduite sous la responsabilité des autorités sanitaires du pays. Pour se protéger et protéger les autres, les populations sont invitées à se laver régulièrement les mains, à tousser ou éternuer dans le coude ou dans un mouchoir, à utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter, à se saluer sans se serrer la main et à éviter les embrassades.

Si la campagne d'information, relayée par différents acteurs, se déroule de manière satisfaisante, la communication de crise autour du COVID-19 portée par les autorités nationales mérite d'être consolidée. La communication autour de l'incident d'Ethiopian Airlines rapportée par les journaux et les réseaux sociaux est assez illustrative. La gestion de la question est assez différente des mesures prises par les autorités ivoiriennes qui ont eu à traiter d'un cas similaire. En effet, elles ont mis en quarantaine une soixantaine de Chinois débarqués à Abidjan le 17

mars 2020. Le ministre ivoirien en charge de la santé rassure : « *Il n'y a donc pas de raison de s'inquiéter car l'Etat veille au bien-être de toutes les populations vivants sur le sol ivoirien.* » Il s'agit là d'un signe fort de renforcement de la confiance entre les populations et les gouvernants.

Il revient aux autorités burkinabè de montrer une communication dynamique à l'endroit des citoyens de l'intérieur et des populations de la sous-région au regard de notre position géographique centrale en Afrique de l'Ouest.

Il faut noter que la communication politique, portée par les partis de la majorité et de l'opposition, est entrain de noyer la communication gouvernementale qui devrait être au-dessus des partis. A cela s'ajoutent la masse des déclarations des leaders d'opinion et des activistes qui brouillent davantage la parole gouvernementale.

Pour orienter les acteurs en charge de la gestion de la crise sanitaire du COVID-19, le présent guide propose des axes d'intervention en matière de gestion et de communication de crise.

II. Les principes de la gestion de crise

La crise est dans l'essence de l'existence de toute organisation, de toute institution ou de toute communauté. Elle peut se manifester de différentes manières à travers des accidents, la contestation d'un ordre politique, la remise en cause d'un style managérial, des attaques terroristes, des crises environnementales, la grogne sociale, la crise sanitaire, entre autres. La crise peut aussi bien frapper des organisations, des entreprises, des institutions de petites ou de grandes tailles. Son impact peut aller d'une dimension locale à une dimension internationale en passant par une dimension nationale ou régionale. La crise sanitaire du COVID-19 touche des Etats de différentes tailles et de puissances variées avec un impact planétaire. Il s'agit, comme toute crise, un moment dangereux pour la structure concernée, selon Didier HEIDERICH.

Evénement soudain apparu en décembre 2019, le coronavirus entraîne pour la planète entière une situation d'urgence. Des villes sont mises en quarantaine, des puissances comme la France et l'Italie décident du confinement de leurs populations pour réduire la propagation du virus. La crise du COVID-19 est porteuse de menaces multiformes. Les conséquences sont à la fois sanitaires, sociales, économiques, financières et politiques. Le COVID-19 entraîne un changement radical du comportement humain. Des gestes autrefois naturels sont proscrits tels que se saluer avec la main et s'embrasser. Une distance est imposée dans les relations humaines. On assiste à la fermeture progressive d'un monde

auparavant ouvert sur lui-même. Les Etats procèdent à la fermeture de leurs frontières.

Le COVID-19 répond à la définition de la crise selon Patrick Lagadec : « *La crise est une déstructuration rapide de tous les repères, une dérégulation des mécanismes et des réactions habituelles. C'est une dynamique qui s'autoalimente par un effet boule de neige provoquant une incapacité grandissante à maîtriser l'incertitude* ». La crise sanitaire qui dicte sa loi au monde entier est étroitement liée à la perception que les hommes et les femmes ont de la maladie. Cette perception est très évolutive avec de fausses informations sur l'origine du virus, sur l'invulnérabilité des Noirs, sur sa non résistance à la chaleur, sur le fait que les personnes âgées sont les seules exposées. Du point de vue des médias, le COVID-19 est synonyme d'apocalypse et d'événement inéluctable auquel nul ne peut échapper. La progression rapide de la maladie et le blocage de certaines grandes puissances par la maladie laissent penser à son pouvoir destructeur. Même si le taux de mortalité est peu élevé, les conséquences sur les plans économiques, financiers, sociaux et psychologiques de la maladie font d'elle la pandémie la plus dangereuse du siècle. Elle bénéficie d'ailleurs d'une très forte médiatisation en temps réel et permet au monde entier de vivre en live l'expansion quotidienne de la maladie. Le COVID-19 est une crise anxiogène qui n'épargne personne. Entre vraies et fausses nouvelles, des Chefs d'Etat, des ministres, des ambassadeurs, des parlementaires, des leaders religieux, des artistes, des sportifs, des scientifiques et des personnes ordinaires sont contaminés par le virus.

Le COVID-19 se caractérise par la surprise, des enjeux vitaux, des incertitudes, la diversité des acteurs, la pression et l'accélération du temps, l'exigence d'informations et parfois des difficultés d'organisation interne. En l'espace d'une semaine, le Président français a été contraint à faire une double déclaration forte pour appeler à un changement de comportement face à la pandémie qui prend du terrain et menace l'existence de l'Etat. La première puissance mondiale bascule dans l'Etat d'urgence et prend des mesures radicales pour sa survie.

Entre démentis et confirmations, les autorités sanitaires et administratives du Burkina Faso tentent de gérer l'urgence imposée par le COVID-19.

Le COVID-19 entraîne progressivement l'effondrement des valeurs et des certitudes, preuve que tout est relatif et que le monde vient peut-être d'embrasser un nouveau cycle de mutations. La science protectrice semble être impuissante face à une menace globale. A l'image d'Internet, le COVID-19 étend sa toile sur la planète entière.

Les cinq phases du processus du deuil de la crise du COVID-19 sont expérimentées par les Etats et par les individus : le déni, la colère, le marchandage, la tristesse et l'acceptation.

Le COVID-19 comporte un double enjeu à savoir la survie du monde et celle des citoyens de la planète.

Malgré l'information de l'expansion de la maladie depuis décembre 2019 en Chine, plusieurs Etats ne semblent pas avoir

pris des mesures de gestion du COVID-19 selon les phases classiques de la gestion de crise.

Rares sont des Etats qui ont agi en amont au triple plan pour faire face à la crise : anticiper, élaborer une stratégie de veille et assurer une surveillance afin d'analyser les remontées d'informations pour détecter les points critiques. Le Burkina Faso semble avoir été pris de cours par les événements alors qu'il fallait, en amont, évaluer les risques, élaborer l'échelle de criticité (probabilité et gravité), mettre en place les procédures, les tester, bâtir une stratégie, former les acteurs et informer. Tout se fait dans l'urgence et on peut bien comprendre certains dysfonctionnements et les contradictions entre la parole publique et les actes sur le terrain.

En analysant l'évolution du COVID-19, on peut constater les trois signaux majeurs de manifestation de la crise :

- les signaux annonciateurs avec la détection des deux cas le 09 mars 2020 qui constitue la phase d'amorce du COVID-19 au Burkina Faso ;
- les éléments déclencheurs avec l'enregistrement d'une vingtaine de cas entre le 09 et le 16 mars qui correspondent à la phase aiguë. A ce niveau, il faut prendre en compte les cas enregistrés dans les pays de la sous-région, notamment au Togo, au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Bénin. Le cas béninois interpelle davantage le Burkina Faso du fait que ce dernier, Burkinabè de nationalité, y a séjourné avant de se rendre au Bénin. Le risque de la fermeture

des frontières par les pays voisins devrait être pris en compte dans l'analyse de la situation.

- les phénomènes amplificateurs sont déjà une réalité en Europe et le Burkina Faso devrait se préparer à entrer dans cette phase chronique.

Le COVID-19 est une menace à la sécurité nationale et l'autorité au plus haut niveau devrait s'inscrire dans un nouveau paradigme. Il s'agit d'anticiper les risques en mettant sur pied des mécanismes de détection et de cartographie des risques ; de surveiller aussi d'autres risques non identifiés ou des risques perçus comme négligeables dans la cartographie ; de prévoir un dispositif permettant de pallier une crise en s'assurant une capacité de reprise sur les missions vitales et essentielles ; d'être fort mentalement pour faire face à l'affrontement et à l'imprévisibilité ; de recoller et assembler les pièces issues des alertes pour en saisir le sens ; de choisir la bonne décision pour résoudre la crise ; et d'assurer une bonne coordination des multiples acteurs de la crise et du processus décisionnel qui conduit aux multiples choix. Tout cela doit se faire à travers une communication efficace avec tous les publics, nationaux et internationaux.

La meilleure gestion de la crise du COVID-19 nécessite une bonne compréhension de la sociologie du Burkina Faso et une complicité entre les autorités et les populations à travers une information crédible et transparente qui cultive la cohésion et l'unité nationale. Il faut du courage et de l'intelligence pour sortir des émotions de peur, de colère et d'angoisse pour adopter une

posture de discernement. Pour ce qui concerne la sociologie du Burkina Faso, la crise du COVID-19 risque d'accentuer les crises déjà présentes : crise économique, l'extrémisme violent, les conflits communautaires et la grogne sociale. Il faut absolument faire une analyse profonde des impacts possibles du COVID-19 sur un Burkina Faso déjà malade.

Le processus de gestion de la crise se termine par la mise en œuvre de règles essentielles pour clore la crise. Il s'agit de concevoir et d'annoncer les changements décidés, de mettre en exergue les actions pour éviter la survenue d'une crise semblable et de motiver les équipes ayant pris en charge la crise en valorisant les points forts. L'autorité doit également préparer l'après-crise.

Afin d'aider les gestionnaires de crises, nous partageons les *six points de la gestion de crise* conçus par le PNUD :

- l'évaluation de la vulnérabilité

A ce niveau, en France, la priorité du Président Macron est de prendre en charge les personnes âgées et les malades exposés aux formes graves du COVID-19.

- le recueil et le traitement des informations disponibles relatives au risque analysé

Au regard de la masse d'informations qui circule sur le COVID-19, il importe d'assurer une vérification et un traitement professionnel des données.

- la mise en place d'un plan de secours

Il faut un plan B afin de prendre le dessus si le plan A échouait. En effet, si la pandémie s'installe, que faire ? Il faut prévoir le

pire et envisager des réponses plutôt que d'adopter le comportement de l'autruche et s'exposer aux difficultés.

- la formation du public

Il faut absolument entreprendre une éducation aux médias des populations afin d'éviter que les fausses informations ne deviennent le véritable virus tueur. Les soignants doivent bénéficier des formations appropriées pour sauver des vies sans être exposés eux-mêmes.

- la mise en place d'un système d'alerte opérant

L'Etat dispose de centres d'alerte et il revient aux experts de ces centres de jouer pleinement leurs rôles. Pour cela, il faut leur apporter les moyens nécessaires.

- des entraînements réguliers

Il y a lieu de s'entraîner régulièrement, d'actualiser les connaissances au rythme de l'évolution très rapide de la maladie afin d'être en mesure d'apporter les solutions idoines.

Au cœur de tout ce processus se trouve une meilleure communication de crise.

III. La communication de crise pour une meilleure gestion du COVID-19 au Burkina Faso

Il faut rappeler que la communication n'est qu'une fonction parmi les cinq que compte la gestion de crise. Il faut prendre en compte les quatre autres fonctions que sont la fonction de management et de compte-rendu, la fonction logistique, la fonction information et analyse et la fonction transversale.

Pour résoudre une crise, les gestionnaires utilisent un ensemble des flux d'information qui permettent de comprendre le problème et de le résoudre. Les communicateurs de crise sont des intermédiaires entre le public et les décideurs qui fournissent des informations fiables et contribuent à restaurer l'ordre dans une situation déstabilisante. Dans le cadre du COVID-19, la bonne information permet d'informer la population sans créer la panique et d'assurer la diffusion des consignes officielles provenant des autorités sanitaires.

La communication de crise relève de la responsabilité de la cellule de crise. Celle-ci propose un plan de communication afin de gérer toutes les questions (fonctionnement, compétences, management...) qui peuvent mettre en péril une structure (entreprise, organisation, Etat...). Contrairement à la cellule d'opération qui agit sur les aspects pratiques et tactiques de la crise, la cellule de crise agit sur les dimensions politiques et stratégiques de la situation critique. Dans le cas du COVID-19, la cellule de crise se préoccupe d'anticiper et de gérer toute question pouvant porter atteinte à l'image et à la crédibilité de l'Etat

burkinabè. Les membres de la cellule de crise doivent savoir exploiter judicieusement les informations reçues de la cellule d'opération. Le communicateur de crise ne gère pas les aspects techniques du problème.

Les membres de la cellule de crise assurent une veille informationnelle et analysent les discours sur la crise. Ils rédigent également les communiqués de presse et encadrent la prise de parole en public des décideurs. La bonne qualité des rapports avec les médias et l'occupation adéquate des réseaux sociaux et de l'internet constituent un avantage.

La communication en temps de crise doit être dirigée et contrôlée. La cellule de crise programme et planifie les phases de communication avec les médias. Elle ne se laisse pas dicter l'agenda par les journalistes.

Tout comme la gestion pure de la crise, la communication de crise se fait avant, pendant et après l'avènement de la situation critique, comme le soutient le brigadier Raymald DROZ, officier supérieur suisse (BCGE, 2018).

Avant la crise, il faut se préparer afin d'espérer désamorcer la crise. Il faut garder à l'esprit qu'une situation « normale » peut se dégrader d'un moment à l'autre entraînant l'Etat dans une situation de crise profonde. Il faut en amont, fixer des critères permettant de comprendre l'évolution de la crise. Concernant le COVID-19, les critères peuvent être le nombre de personnes contaminées, le nombre de décès, les zones concernées, l'âge, le

sexe, la profession des malades, les mesures de protection, la disponibilité des produits de prévention et de traitement, etc.

Une mauvaise communication entamera gravement la confiance entre les autorités et les populations. Il faut éviter les faux pas. La communication de crise doit être continue et efficace mais requiert également une forte capacité d'anticipation en « regardant le ciel » à travers la mise en place de règles. Les forces de l'organisation constituent un appui essentiel qui permet d'éviter de perdre le temps en voulant réinventer la roue. Au regard de la complexité de la crise, notamment celle du COVID-19, il faut de l'humilité dans la gestion et privilégier toujours l'anticipation.

Avant la crise, les objectifs se situent à plusieurs niveaux. Premièrement, il faut communiquer rapidement et en toute transparence. Les personnes qui gèrent la crise ne sont pas les décideurs mais des personnes nommées par l'exécutif. Pour ce qui concerne la gestion du COVID-19, il importe de rappeler ici les conseils du Br Raymald DROZ : « Au début, on avait le chef de l'armée qui arrivait et qui se mettait à gérer la crise, c'est la plus mauvaise chose qu'on puisse faire ». Il n'est donc pas du ressort de l'autorité exécutive de gérer directement la cellule d'opération ou celle de crise. Elle a juste un rôle de coordination et d'impulsion.

Au regard des conséquences plurisectorielles de l'épidémie du COVID-19, la cellule de crise doit rassembler aussi bien des experts de la santé, de la communication, de la sécurité, de la défense, des affaires étrangères, de l'éducation, de la recherche,

de l'emploi, du commerce, des transports, etc. Les membres de cette cellule doivent être recrutés aussi bien au sein des travailleurs du public, du privé que des particuliers qui justifient une compétence avérée. Cette cellule devrait être coordonnée par le Premier ministre et bénéficier de l'attention particulière du chef de l'Etat à qui elle rend compte car la question n'est plus sectorielle mais nationale. La cellule d'opération peut être placée sous la responsabilité du ministre de la santé en cogestion avec d'autres départements clés. Les membres des deux cellules doivent bénéficier de formation en rapport avec leurs missions. Les premières autorités doivent également être formées en communication de crise et de risque afin d'être plus proactives dans leurs déclarations.

Deuxièmement, il faut définir une ligne de communication afin de préserver la confiance, orienter les personnes concernées et limiter les dégâts. La cellule de crise doit mener le jeu.

Troisièmement, il n'est pas question d'avoir plusieurs voix. Cette précaution est d'autant plus importante qu'elle évitera de disperser les énergies, d'avoir à se marcher sur les pieds, d'économiser les conflits de leadership et ce faisant, de réussir à conserver et à garantir une certaine cohérence dans le discours officiel.

Quatrièmement, la diffusion des informations doit être proactive en tenant compte de la différence des cibles (agents de santé, voyageurs, communautés, médias...). Il faut assumer toutes ses responsabilités en cas de dysfonctionnement.

Cinquièmement, il faut tenir compte et intégrer les réseaux sociaux. Il faut être actif sur les réseaux sociaux avant la crise.

Sixièmement, il faut œuvrer à diminuer la pression sur les décideurs. Il faut trouver le bon niveau hiérarchique pour la prise de parole en public.

Septièmement, il faut, par des exercices réguliers, entraîner les décideurs et les cellules de crise. Les exercices de communication préparent à une meilleure prise de parole à la radio et à la télé.

Pendant la crise, il faut contrôler, juguler et surmonter la situation déstabilisante. Il faut clarifier la responsabilité des chefs dont le message doit être transparent. Ils doivent contrôler le contenu du message avant de le délivrer. Le message doit être simple et bref. Le messenger doit éviter de répondre à des questions qui n'ont pas été posées. Aussi faudra-t-il veiller à circonscrire le rôle des porte-paroles qui assument la communication à un niveau intermédiaire. Il revient aux décideurs de porter la parole stratégique. Il faut structurer la communication de crise. Le décideur ne doit pas laisser entendre son opinion personnelle. Il ne doit pas diffuser des informations officieuses. Il doit éviter de communiquer certaines informations pratiques ou confidentielles à la presse. Il faut résister à la pression et disposer d'outils de mesures d'urgence.

Après la crise, il faut assurer le suivi des dossiers, l'évaluation de la gestion de crise, tirer les enseignements, les prioriser, les opérationnaliser, optimiser et documenter les processus, informer

et mettre à jour la cellule et poursuivre l'entraînement des décideurs.

En résumé, la conduite de la communication de crise appliquée au COVID-19 se présente dans le tableau ci-dessous.

Conduite de la communication de crise du COVID-19

Phases	<i>Recueil des informations</i>	<i>Analyse des informations</i>	<i>Conduite de la communication</i>
Veille stratégique	- Veille médiatique et des réseaux sociaux - Écoute et exploitation des médias et des messages des réseaux sociaux	Identification : - Progression de la contamination - Forces et faiblesses du système mis en place - Malaise, incompréhension et contradictions	- Communication à l'endroit des publics et des médias - Formation des acteurs (agents de santé, communicateurs...) - Création d'un réseau relationnel - Dossiers de suivi
Intervention immédiate	- Recueil de tout ce qui se dit - Chronologie précise de l'évolution du COVID-19 - Recueil d'éléments de preuve	- Positionnement stratégique - Choix des intervenants (cellule de crise) - Argumentaires (discours/ continuité)	Activation d'un réseau interne d'informations Interventions médiatiques et externes Information des populations (campagne de sensibilisation)
Réaction	- Recueil méthodique continu et élargi des informations - Constitution d'archives sur le COVID-19	- Développement de la stratégie de communication - Organisation de la circulation des informations	- Inscription dans la durée - Plan médias - Campagnes - Témoignages de bonnes pratiques et de guérison

La communication de crise doit respecter deux principes clés. Le premier est le principe de réalité qui postule à éviter un décalage trop important entre soi et son discours. Le second est le principe de cohérence qui conseille de ne pas zapper entre les arguments contradictoires. Il faut donc opter pour la stratégie de la reconnaissance et éviter le projet latéral, la contre-attaque ou le refus.

La communication de crise exige une explication claire de sa démarche, l'honnêteté et la vérité, l'appui sur des alliés sûrs, l'adaptation au contexte et l'adoption d'une posture positive. Même si 80 % de la gestion de la crise est de la communication, il faut accorder une attention particulière aux 20 % de gestion de crise pure.

Il faut aussi tenir compte de la dimension transnationale de la crise du COVID-19 et créer une solidarité sous-régionale en utilisant les communautés telles que l'UEMOA et la CEDEAO. Au niveau de la CEDEAO, l'Organisation ouest africaine de la santé (OOAS) devrait jouer le rôle de leader pour une réponse sous-régionale à la crise du COVID-19. Au regard de la position géographique du Burkina Faso et en tenant compte du nombre déjà élevé de cas confirmés, le Président burkinabè devrait prendre l'initiative de mobiliser ses pairs pour une action collective dans le cadre des organisations sous-régionales avec l'accompagnement de l'OMS. Une meilleure communication à l'endroit des pays voisins, dans le cadre des communautés sous-régionales, est indispensable et doit être portée par le chef de l'Etat. Il s'agirait d'un message fort non seulement à l'endroit des Burkinabè mais aussi à l'adresse des citoyens ouest africains en

faisant prévaloir le destin commun. Le Burkina Faso, dans ces moments difficiles, devrait utiliser son positionnement géographique, qui constitue un atout géopolitique, pour rassembler les pays de l'Afrique de l'Ouest dans une initiative commune de lutte contre la COVID-19. Tout comme la France s'est engagée à rassembler l'Europe pour faire face à la pandémie, le Burkina Faso peut utiliser sa situation de vulnérabilité, qui expose la sous-région entière, pour engager une action collective contre le coronavirus. La porosité des frontières des pays de la sous-région milite en faveur de cette action commune. Il ne s'agit pas d'un choix mais d'une obligation de survie des Etats de la sous-région. Pour l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso pourrait être le porte-parole de Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur Général de l'OMS : « (...) Que cet impressionnant esprit de solidarité interhumaine (observé en Europe) devienne même plus contagieux que le virus lui-même. Ceci est une crise de santé mondiale de grande ampleur. Les jours, les semaines, les mois à venir seront un test de notre détermination, de notre confiance dans la Science, de notre solidarité. »

Conclusion

En somme, faisons du COVID-19 une opportunité de changement de mentalités et de comportements au Burkina Faso. Cette maladie apporte une belle leçon d'humilité et d'humanité. Et cela ne devrait pas compter pour du beurre si de cette crise, nous pouvons sortir plus mûrs, plus avisés, plus outillés et plus carapacés pour nous prémunir du pire, à l'avenir. Spécifiquement, cette crise sanitaire aux graves conséquences humaines, psychologiques et économiques nous rappelle que nous sommes interdépendants, en famille, dans la communauté, dans les espaces professionnels, dans la nation et dans le monde. En amont et à une échelle plus basique, beaucoup de citoyens réapprendront ou se re-approprient la pertinence des consignes sanitaires enseignées depuis des lustres et négligées impunément ; en l'occurrence les bonnes règles d'hygiène corporelle et alimentaire, qui au-delà du COVID-19, nous sauveront la vie en diverses autres circonstances et face à de nombreux autres enjeux de santé individuelle et collective.

D'un point de vue conceptuel, la notion de « village planétaire » de Marshal Mc Luhan trouve une nouvelle résonance à travers cette crise aux allures civilisationnelles à un moment où le paradigme de la mondialisation semble ébranlé face aux mesures de fermeture de frontières annoncées çà et là et autres élans de protectionnisme affichés par certains Etats, certes à leur corps défendant, mais qui finiront par enfermer les peuples dans une logique de repli sur soi. Auquel cas, notre monde aura basculé dans le réflexe du sauve-qui-peut avec le risque de fractures

sociales et de vulnérabilités plus aigües à l'échelle mondiale. Pourtant, nous devons continuer à croire que nous avons un destin commun et devrions plus que jamais nous sentir co-responsables des options de gouvernance qui militent en faveur d'une résilience collective et d'une sortie heureuse et durable de crise. Citoyens et gouvernants doivent abandonner les comportements suicidaires et adopter des attitudes salvatrices. Notre pays, notre sous-région, notre continent et notre monde est en danger. Nous devons agir en donnant plus de place à l'empathie. Agissons par l'exemple, agissons par devoir, agissons par humanisme !

La planète entière est secouée par une crise sanitaire intense et rapide jamais vécue dans l'histoire. Depuis décembre 2019, après la détection du coronavirus (COVID-19) dans la ville de Wuhan en Chine, la maladie est devenue une pandémie déclarée par l'OMS le 11 mars 2020. A la date du 18 mars 2020, plus de 200 000 personnes ont été contaminées dans 155 pays sur quatre continents. Le Burkina Faso a enregistré un double cas le 09 mars et à la date du 18 mars 2020, le pays compte une 27 de cas déclarés et un décès.

Citoyens et gouvernants doivent abandonner les comportements suicidaires et adopter des attitudes salvatrices. Notre pays, notre sous-région, notre continent et notre monde est en danger. Nous devons agir. Agissons par l'exemple, agissons par devoir, agissons par humanisme.



Docteur Poussi Sawadogo est historien, diplomate, communicateur, coach professionnel et formateur-animateur de changement. Il est également spécialiste en prévention des conflits et en consolidation de la paix. Il a aussi une grande expertise en genre et développement, en pédagogie positive et en gouvernance. Ecrivain, il se donne pour mission d'accompagner les acteurs du changement pour un monde de paix et de prospérité. Il construit depuis des années un paradigme autour de « l'Homme-Solution », acteur majeur d'un monde meilleur.